

France Digitale, association française d'intérêt général réunissant les entrepreneurs et investisseurs du numérique pour promouvoir l'économie numérique auprès des pouvoirs publics, a remis à la Commission européenne, en novembre 2014, un rapport au sujet du financement des start-up en Europe et sur les pistes pour l'améliorer.

Intitulé « Boosting Digital Start-up Financing in Europe », le rapport s'est concentré sur les entreprises internet (*Internet-driven companies*) à travers 44 interviews menés dans sept pays, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Taro Ugen, vice-président capital-risque de France Digitale précise que l'objectif du rapport n'était pas de comparer l'Europe avec les Etats-Unis, dont les écosystèmes de financement sont très différents, mais de « *proposer un véritable plan d'action pour assainir le capital-risque européen* ».

La première priorité serait d'établir un véritable marché des « sorties » d'investisseurs, afin de créer un environnement de confiance auprès de ces derniers, en stimulant les introductions en Bourse et en favorisant le rachat de start-up par les grands groupes européens, ce qui encouragerait également de nouveaux investissements. Aujourd'hui, 90 % des plus grosses opérations sont réalisées par des Américains ou par des Asiatiques et 9 acheteurs sur 10 de start-up européennes sont américains. En Europe, les grands groupes peinent à contractualiser avec des start-up innovantes, et encore plus à les racheter, mais les freins seraient « *essentiellement culturels et assez faciles à dépasser* », selon Taro Ugen.

La deuxième recommandation du rapport serait d'améliorer la chaîne de valeur de financement, marquée par de fortes disparités suivant les pays, et tout particulièrement lorsque ces entreprises sont en demande de « capital-risque mature » (*late-stage*), pour devenir des leaders mondiaux.

Une troisième recommandation consisterait à renforcer la coopération des grands *hubs* technologiques entre Londres, Paris, Berlin, Stockholm et Helsinki à travers un dispositif de financement pan-européen, ce qui permettrait d'éviter les compétitions pour la suprématie entrepreneuriale entre nations.

Une quatrième recommandation serait d'harmoniser l'environnement légal et fiscal, parfois différent selon les nations, afin d'éviter que les fonds de capital-risque ne se concentrent que sur un ou deux pays, comme c'est actuellement le cas.

Enfin, le rapport souligne que les grandes entreprises européennes sont toujours victimes du syndrome « *Not Invented Here* », ce qui les rend incapables d'intégrer des entreprises innovantes pour leurs technologies, leurs talents ou leurs marchés. Cette situation pourrait

s'améliorer en favorisant une approche par « plate-forme », où les grandes entreprises européennes pourraient investir à travers un fonds de capital-risque externe ou un programme d'accélération, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, puisque seulement 5 % des fonds levés par les capitaux-risqueurs proviennent de ces grandes entreprises.

Boosting Digital Start-up Financing in Europe, Emanuele Levi, Delphine Villuendas, Taro Ugen, France Digitale, November 2014